

Questions orales

n'importe quel pays d'Amérique du Sud, et même dans le monde entier.

M. Broadbent: Monsieur le Président, ce qui relève de la politique intérieure, c'est la situation au Nicaragua et le président des États-Unis devrait le comprendre et ne pas s'en mêler.

LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ MILITAIRE CONTRE LE
NICARAGUA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Compte tenu de ce que vient de déclarer le vice-premier ministre, en vue d'éclaircir la position du gouvernement du Canada, à savoir que nous nous opposerons sans doute à toute escalade de l'ingérence militaire dans cette région ou ailleurs, et puisque le vice-premier ministre a déclaré, et qu'un important . . .

M. le Président: A l'ordre. L'introduction est trop longue. Quelle est la question?

M. Broadbent: Étant donné l'importance que cette question revêt pour la paix dans le monde, le gouvernement du Canada va-t-il prendre publiquement position contre le financement de l'activité militaire dirigée contre le gouvernement actuel du Nicaragua?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le gouvernement a fait clairement connaître sa position à diverses reprises. Cependant, pour rafraîchir la mémoire du député, je voudrais citer un extrait du Hansard du 13 mars dernier. En réponse au critique du parti du député, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré ceci, comme en témoigne la page 11515:

Nous avons participé de façon constructive aux efforts du groupe de Contadora. Nous avons discuté de la possibilité de contribuer de manière constructive au règlement des conflits frontaliers. Nous avons l'intention de travailler activement pour apporter la paix, la stabilité et . . .

M. le Président: A l'ordre. La réponse est trop longue.

● (1425)

LA POSITION CANADIENNE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, puisque le gouvernement refuse de s'opposer à l'intervention proposée, le vice-premier ministre peut-il confirmer si oui ou non, le gouvernement considère que l'intervention proposée par le président des États-Unis constitue une violation du droit international?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne prétends pas donner des conseils juridiques en matière de droit international au député et à la Chambre des communes.

* * *

LA CONSOMMATION ET LES CORPORATIONS

L'OBTENTION D'UN PERMIS POUR LES MÉDICAMENTS SUR
ORDONNANCE

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre de la Consomma-

tion et des Corporations qui a dit vendredi à une coalition d'associations représentant les consommateurs, les personnes âgées, les femmes et les travailleurs que, pour faire une concession aux États-Unis, le gouvernement abrogerait la loi actuelle sur l'obtention obligatoire d'un permis pour les médicaments sur ordonnance, qui permet aux consommateurs d'économiser environ 200 millions par an. Le gouvernement abrogera-t-il cette loi? Dans l'affirmative, comment protégera-t-il les Canadiens contre les hausses de prix?

[Français]

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, je voudrais répondre à cette question en disant tout simplement que nous sommes en train de terminer notre processus de consultation. Lorsque le gouvernement aura réfléchi aux diverses opinions qui ont été émises, nous proposerons une décision au Cabinet et, lorsqu'elle sera entérinée, nous l'annoncerons publiquement à la Chambre.

[Traduction]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le ministre ne dira-t-il pas immédiatement si le gouvernement modifiera la loi? Si c'est le cas, le ministre se bornera-t-il aux modifications recommandées dans le rapport Eastman puisque, d'après M. Eastman, elles protégeront les consommateurs, ce qui est important, et les entreprises de ce secteur?

L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada): Monsieur le Président, j'ai dit à maintes reprises que peu importe la nature de notre décision, elle ne désavantagera pas les consommateurs; nous veillerons à ce qu'elle crée des emplois et attire des investissements au Canada.

* * *

L'ÉNERGIE

LE PRIX DU PÉTROLE BRUT

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle n'ignore pas qu'il y a quelques heures à peine, le ministre du pétrole d'Arabie Saoudite a déclaré que le prix du pétrole pourrait baisser jusqu'à \$8 le baril au cours des mois à venir. Compte tenu de la crise que connaît actuellement l'Ouest, plus particulièrement l'Alberta où il y a eu des centaines de mises à pied et où des milliers de travailleurs risquent de perdre leur emploi, la ministre peut-elle nous expliquer ce qu'elle compte faire? Que compte faire le gouvernement pour aller à la rescousse de cette industrie en difficulté et des milliers de personnes qui risquent une mise à pied?

M. McDermid: Quelle bande d'hypocrites!